

Perception du déploiement de la 5G en France

¾ des répondants (75%) ne souscrivent pas au choix du gouvernement de vendre aux enchères les fréquences de la 5G sans consultation du public :

- 39% affirment que le gouvernement aurait d'abord dû ouvrir une consultation du public
- 36% estiment ne pas connaître suffisamment la 5G pour se prononcer

Et donc, seulement un quart des répondants rejoint le gouvernement sur la vente aux enchères des fréquences du domaine public en retenant qu'il n'avait pas à consulter préalablement le public (25%).

Dans le détail :

Ceux qui rejettent le plus la consultation du public et qui rejoignent ainsi le gouvernement sur la vente aux enchères des fréquences 5G sont :

- Les 65 ans et plus (34% contre 25% des répondants)
- Par ailleurs, dès 50 ans, les répondants ont moins tendance à admettre un manque de connaissances sur la technologie 5G (34% contre 39% pour les moins de 50 ans)

Ceux qui souscrivent encore moins au choix du gouvernement :

- Les actifs sont plus nombreux à juger nécessaire la consultation du public (43% contre 34% pour les inactifs)
- le Sud-Ouest comprend le plus fort taux de personnes appelant à la consultation du public (50% contre 39% pour l'ensemble des répondants)
- Par ailleurs, les personnes vivant avec un enfant reconnaissent davantage un manque de connaissances sur la 5G que les personnes sans enfants (40% contre 34%) et soutiennent moins la vente aux enchères sans consultation du public (19% contre 25%)

Méthodologie :

Etude OpinionWay pour LEXPRECIA réalisée en ligne auprès d'un échantillon représentatif de 1002 Français âgés de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération). Les interviews ont été réalisées du 23 au 25 septembre 2020.